

No. 39747

**Brazil
and
Burundi**

Protocol of intentions between the Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the Republic of Burundi within the program of international cooperation of the Ministry of Health of Brazil. Geneva, 28 January 2003

Entry into force: *28 January 2003 by signature, in accordance with paragraph 4*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Brazil, 4 December 2003*

**Brésil
et
Burundi**

Protocole d'intentions entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil dans le cadre du programme de coopération internationale du Ministère de la santé du Brésil. Genève, 28 janvier 2003

Entrée en vigueur : *28 janvier 2003 par signature, conformément au paragraphe 4*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Brésil, 4 décembre 2003*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

PROTOCOLE D'INTENTIONS ENFLE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DU BURUNDI ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL DANS LE CADRE DU
PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE DU
MINISTÈRE DE LA SANTÉ DU BRÉSIL

Le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil

Considérant que la pandémie de Syndrome d' Immunodéficience Acquisée (SIDA) affecte surtout les pays à moindre développement relatif en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et aux Caraïbes, et à la capacité de réponse limitée

Considérant la reconnaissance de la communauté internationale, à divers instances, de l'importance de garantir et augmenter l'accès aux médicaments contre le SIDA, par le biais des instruments suivants: a) Résolution E/CN.4/RES/2001/33, du 20 avril 2001, de la Commission des Droits Humains de l'Organisation des Nations Unies (ONU); b) Résolution WHA 54.11, du 21 mai 2001 de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS); et c) Déclaration sur l'Accord des Aspects de la Propriété Industrielle Intellectuelle relatifs au Commerce (TRIPS) et Santé Publique, du 14 novembre 2001, de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC);

Reconnaissant l'expérience et la réussite brésilienne dans les actions intégrées d'assistance et prévention;

Conscients de la nécessité de mettre en oeuvre des projets et activités spécifiques de coopération qui puissent apporter une contribution effective au développement économique et social des pays à moindre développement social relatif et de l'impact de ces projets dans l'amélioration de la qualité de vie des parties significatives des populations affectées aux lieux des projets;

Considérant que les projets et activités identifiés apporteront des bénéfices significatifs aux politiques sectoriales des deux pays outre leur contribution au renforcement institutionnel et leur présence de caractère multiplicateur;

Reconnaissant l'efficacité de la coopération en santé comme moyen de concertation et de dialogue politique;

Signent le présent protocole d'intentions, épris d'un sentiment de coopération amicale:

I. Le présent Protocole d'intentions a pour but la mise en oeuvre du "Projet d'Assistance de Prévention du VIH/SIDA", dans le cadre du "Programme de Coopération Internationale pour Actions de Contrôle et Prévention du VIH pour Pays en Voie de Développement", apportant une contribution aux efforts de la République du Burundi dans la promotion d'une réponse effective pour le contrôle de l'épidémie du Virus d'Immunodéficience Humaine (VIH) et du SIDA, ainsi qu'en établissant les paramètres de son exécution;

2. Le “Programme de Coopération Internationale pour Actions de Contrôle et Prévention du VIH pour Pays en Voie de Développement”, désormais dénommé Programme, est régi par les directives suivantes:

- a) le Programme soutiendra un Projet-Pilote négocié et approuvé par les Parties;
- a1) le Projet-Pilote devra définir, au plus tard 2 (deux) mois après la signature du présent Protocole d'intentions, les responsabilités des organismes gouvernementaux engagés dans sa mise en oeuvre, l'objectif, (conforme à l'item b, ci-dessous), les résultats espérés, le chronogramme et les ressources financières;
- b) le Projet-Pilote prévoit le traitement d'environ 100 (cent) personnes qui vivent avec le VIH et le SIDA en République du Burundi, avec des médicaments anti-rétroviraux génériques produits au Brésil et fournis par le Ministère de la Santé brésilien;
- b1) l'internalisation des médicaments cités ci-dessus, ainsi que tout autre entée engagée dans l'exécution du Projet-Pilote, devra être réalisée par le Gouvernement de la République du Burundi.
- c) le Projet-Pilote aura une durée de 1 (un) an, à la fin duquel, selon accord entre les parties, les traitements mentionnés dans la lettre “b” du paragraphe 2 seront sous la responsabilité du Gouvernement de la République du Burundi;
- d) après la conclusion du Projet-Pilote avec le soutien du Gouvernement brésilien, le Gouvernement de la République du Burundi s'engage à y donner suite assurant, directe ou indirectement, les ressources techniques et financières nécessaires aux services d'assistance et traitement des personnes concernées, atteintes par le VIH et le SIDA, y compris les médicaments anti-rétroviraux;
- e) le Projet-Pilote pourra accepter la participation de tiers pays et d'organismes multilatéraux de coopération et organisations non gouvernementales dans le cadre d'actions spécifiques;
- f) en vue de coordonner, surveiller et évaluer les actions de coopération résultantes du présent Protocole d'intentions, les parties désignent, du côté de la République du Burundi l'entité ou institution compétente, et du côté brésilien, l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC) du Ministère des Affaires Etrangères, et le Ministère de la Santé, dans le cadre de leurs compétences respectives;

3. Tout droit concernant la propriété intellectuelle qui résulterait des activités et actions du présent instrument devra obligatoirement exprimer la participation des deux parties, ne pouvant caractériser la promotion individuelle d'aucune d'entre elles.

3.1) Tout document et information produits pendant l'exécution des projets pourront être divulgués à condition d'avoir l'autorisation des institutions participantes, leur confidentialité pouvant être mise en vigueur à la demande d'une des Institutions Participantes.

4. Le présent Protocole d'intentions entre en vigueur le jour de sa signature pour une période de 2 (deux) ans, pouvant être renouvelé pour 2 (deux) ans supplémentaires, sur demande des Parties.

5. Le présent Protocole d'intentions peut, à tout moment, être dénoncé par toute Partie, par voie diplomatique. La dénonciation prendra effet 6 (six) mois après la date de réception de la notification respective.

6. Tout différend survenant à propos du présent Protocole d'intentions, sera réglé par la voie de moyens pacifiques et amicaux admis par le Droit International Public, en privilégiant la réalisation de négociations directes entre les Parties.

Fait à Genève, le 28 janvier 2003, en deux exemplaires originaux, en français et portugais, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Burundi :

L'Ambassadeur,

ZACHARIE GAHUTU

En présence de:

Jeanne Gapiya Niyonzima

Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et aux Malades du SIDA

Pour le Gouvernement de la République Federative du Brésil :

L'Ambassadeur,

LUÍZ FELIPE DE SEIXAS CORRÊA

En présence de:

Humberto Costa

Ministre de la Santé du Brésil

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

PROTOCOLO DE INTENÇÕES ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA DO BURUNDI
E O GOVERNO DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL NO ÂMBITO DO
PROGRAMA DE COOPERAÇÃO INTERNACIONAL DO MINISTÉRIO DA
SAÚDE DO BRASIL

O Governo da República do Burundi

e

O Governo da República Federativa do Brasil

Considerando que a pandemia da Síndrome da Imunodeficiência Adquirida (AIDS) tem afetado sobretudo os países com menor desenvolvimento relativo da África, Ásia, América Latina e Caribe e com capacidade de resposta limitada;

Considerando o reconhecimento da comunidade internacional, em diferentes instâncias, da importância de se garantir e aumentar o acesso a medicamentos para AIDS, por intermédio dos seguintes instrumentos: a) Resolução E/CN.4/RES/2001/33, de 20 de abril de 2001, da Comissão de Direitos Humanos da Organização das Nações Unidas (ONU); b) Resolução WHA 54.11, de 21 de maio de 2001 da Organização Mundial da Saúde (OMS); e c) Declaração sobre o Acordo sobre Aspectos dos Direitos de Propriedade Intelectual Relacionados ao Comércio (TRIPS) e Saúde Pública, de 14 de novembro de 2001, da Organização Mundial do Comércio (OMC);

Reconhecendo a experiência e os resultados brasileiros exitosos nas ações integradas de assistência e prevenção;

Conscientes da necessidade de executar projetos e atividades específicos de cooperação que possam contribuir de maneira efetiva para o desenvolvimento econômico e social de outros países com menor desenvolvimento social relativo e o impacto desses projetos na melhoria da qualidade de vida de significativas parcelas de populações afetadas às áreas dos projetos;

Considerando que os projetos e atividades identificados apontam significativos benefícios às políticas setoriais de ambos os países, além de contribuírem para o fortalecimento institucional e se revestirem de caráter multiplicador;

Reconhecendo a eficácia da cooperação em saúde como meio de concertação e diálogo político;

Firmam o presente protocolo de intenções, imbuídos do espírito de amistosa cooperação:

1. O presente Protocolo de intenções tem como objeto a implementação de “Projeto de Assistência de Prevenção do HIV/AIDS”, no âmbito do “Programa de Cooperação Internacional para Ações de Controle e Prevenção do HIV para Países em Desenvolvimento” contribuindo com os esforços da República do Burundi em promover uma resposta efetiva para o controle da epidemia do Vírus da Imunodeficiência Humana (HIV) e AIDS, bem como estabelecendo os parâmetros de sua execução;

2. O “Programa de Cooperação Internacional para Ações de Controle e Prevenção do HIV para Países em Desenvolvimento”, doravante denominado Programa, reger-se-á pelas seguintes diretrizes:

a) o Programa apoiará um Projeto-Piloto negociado e aprovado pelas Partes;

a1) o Projeto-Piloto deverá especificar, até 2 (dois) meses após a assinatura do presente Protocolo de intenções, as responsabilidades dos órgãos governamentais envolvidos em sua implementação, o objetivo (conforme o item b, abaixo), os resultados esperados, o cronograma e os recursos financeiros;

b) o Projeto-Piloto preverá o tratamento de aproximadamente 100 (cem) pessoas vivendo com HIV e AIDS na República do Burundi, com medicamentos anti-retrovirais genéricos produzidos no Brasil e fornecidos pelo Ministério da Saúde brasileiro;

b1) a internalização dos medicamentos supracitados, bem como de quaisquer outros insumos envolvidos na execução do Projeto-Piloto, deverá ser realizada pelo Governo da República do Burundi.

c) o Projeto-Piloto terá duração de 1 (um) ano, ao final do qual, havendo acordo entre as partes, os tratamentos mencionados na letra “b” do parágrafo 2 passarão a ser de responsabilidade do Governo da República do Burundi.

d) a partir da conclusão do Projeto-Piloto com apoio do Governo brasileiro, o Governo da República do Burundi se compromete a dar seguimento fornecendo, direta ou indiretamente, os recursos técnicos e financeiros necessários aos serviços de assistência e tratamento das pessoas vivendo com HIV e AIDS envolvidas, incluindo medicamentos anti-retrovirais;

e) o Projeto-Piloto poderá contemplar a participação de terceiros países e de organismos multilaterais de cooperação e organizações não-governamentais em ações específicas;

f) para efeitos de coordenação, monitoramento e avaliação das ações de cooperação derivadas do presente Protocolo de intenções, as partes designam, pelo lado da República do Burundi a entidade ou instituição competente, e pelo lado brasileiro, a Agência Brasileira de Cooperação (ABC), do Ministério das Relações Exteriores, e o Ministério da Saúde, no âmbito das respectivas competências;

3. Qualquer direito relativo à propriedade intelectual que porventura surja das atividades e ações do presente instrumento, deverá indicar expressamente a participação de ambas as partes, não podendo caracterizar promoção individual de qualquer uma delas.

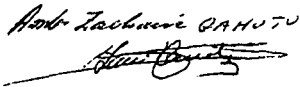
3.1) Todos os documentos e informes produzidos durante a execução dos projetos poderão ser divulgados desde que recebida a autorização das instituições participantes, podendo ser estabelecida sua confidencialidade caso solicitado por uma das Instituições Participantes.

4. O presente Protocolo de intenções entrará em vigor na data de sua assinatura e terá a vigência de 2 (dois) anos e poderá ser renovado por mais 2 (dois) anos, por manifestação expressa das Partes.

5. O presente Protocolo de intenções poderá ser denunciado a qualquer momento por qualquer uma das Partes, por via diplomática. A denúncia surtirá efeito 6 (seis) meses depois da data do recebimento da notificação respectiva.

6. As eventuais controvérsias surgidas na execução do presente Protocolo de intenções serão dirimidas por todos os meios pacíficos e amigáveis admitidos no Direito Internacional Público, privilegiando-se a realização de negociações diretas entre as Partes.

Feito em Genebra, aos 28 dias do mês de janeiro de 2003, em dois exemplares originais, nos idiomas francês e português, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

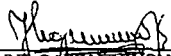


PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
DO BURUNDI

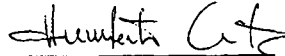


PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL

Na presença de:



JEANNE GATIYA NIYONZIMA
Association Nationale de Soutien aux
Seropositifs et aux Malades du SIDA



HUMBERTO COSTA
Ministro da Saúde do Brasil

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

PROTOCOL OF INTENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
REPUBLIC OF BURUNDI AND THE GOVERNMENT OF THE
FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL WITHIN THE SCOPE OF THE
INTERNATIONAL COOPERATION PROGRAMME OF THE MINISTRY
OF HEALTH OF BRAZIL

The Government of the Republic of Burundi and the Government of the Federative Republic of Brazil (hereinafter referred to as the "Parties"),

Considering that the Acquired Immunodeficiency Syndrome (AIDS) pandemic has affected primarily the relatively less developed countries of Africa, Asia, Latin America and the Caribbean, which have limited response capacities;

Considering that on various occasions, the international community has recognized the importance of ensuring and increasing access to AIDS drugs through the following instruments: (a) United Nations Commission on Human Rights resolution 2004/33 of 20 April 2001, (b) World Health Organization (WHO) resolution WHA54.11 of 21 May 2001 and (c) the World Trade Organization (WTO) Declaration on the TRIPS Agreement and Public Health of 14 November 2001;

Recognizing the experience and successful results obtained by Brazil in the area of integrated human immunodeficiency virus (HIV)/AIDS assistance and prevention activities;

Aware of the need to implement specific cooperation projects and activities which may contribute effectively to the economic and social development of other countries of relatively lesser social development and the impact of such projects in improving the quality of life of significant portions of the affected populations in areas covered by the projects;

Considering that the projects and activities identified will significantly benefit the sectoral policies of both countries, help strengthen their institutions and have a multiplying effect;

Recognizing the effectiveness of cooperation in the field of health as a means of policy coordination and dialogue; and

Imbued with the spirit of friendly cooperation, have signed the following Protocol of Intent:

1. The purpose of this Protocol of Intent is to implement the HIV/AIDS Prevention Assistance Project in the context of the International Cooperation Programme for Actions aimed at the Control and Prevention of HIV in Developing Countries and to contribute to the efforts of the Republic of Burundi to promote an effective response to control of the HIV/AIDS epidemic and set the parameters for its execution.

2. The International Cooperation Programme for Actions Aimed at the Control and Prevention of HIV in Developing Countries, hereinafter referred to as the "Programme", shall be implemented according to the following guidelines:

(a) The Programme shall provide support for a Pilot Project to be negotiated and approved by the Parties;

(a) Within two months of the signing of this Protocol of Intent, the Pilot Project shall specify the responsibilities of the government institutions involved in its implementation and its objectives (pursuant to paragraph (b) below), anticipated results, timetable and financial resources;

(b) The Pilot Project shall provide treatment to approximately 100 persons living with HIV/AIDS in the Republic of Burundi through generic antiretroviral drugs produced in Brazil and furnished by the Brazilian Ministry of Health;

(b1) The Government of the Republic of Burundi shall be responsible for ensuring customs clearance for the aforementioned drugs and for any other supplies involved in implementation of the Pilot Project;

(c) The duration of the Pilot Project shall be one year, at the end of which, subject to the agreement of the Parties, the Government of the Republic of Burundi shall assume responsibility for the treatment mentioned in paragraph 2 (b) above;

(d) At the end of the Pilot Project, with the support of the Brazilian Government, the Government of the Republic of Burundi undertakes to ensure follow-up by directly or indirectly providing the technical and financial resources necessary to the assistance and treatment services for persons living with HIV/AIDS, including antiretroviral drugs;

(e) The Pilot Project may consider the participation of third countries, multilateral cooperation agencies and non-governmental organizations in specific activities;

(f) For the coordination, monitoring and evaluation of the cooperation activities conducted under this Protocol of Intent, the Parties designate, in the case of the Republic of Burundi, the competent body or institution and, in the case of the Federative Republic of Brazil, the Brazilian Cooperation Agency (ABC) in the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Health, within their respective areas of competence.

3. Any assertion of intellectual property rights arising from activities conducted or actions taken under this instrument shall include specific mention of the participation of both Parties and shall not promote either Party to the exclusion of the other.

3.1) Any documents and reports produced during implementation of the projects may be divulged once authorization from the participating institutions has been received. Their confidentiality may be stipulated at the request of any of the said institutions.

4. This Protocol of Intent shall enter into force on the date on which it is signed and shall remain in force for two years. It may be renewed for a further two years through a specific declaration by the Parties.

5. This Protocol of Intent may be terminated at any time by either Party through the diplomatic channel. Termination shall take effect six months after the date of receipt of the respective notification.

6. Any disputes arising from the implementation of this Protocol of Intent shall be resolved by any peaceful and amicable means admissible under public international law, preferably through direct negotiation between the Parties.

DONE at Geneva on 28 January 2003 in two original copies in the French and Portuguese languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Burundi:

ZACHARIE GAHUTU

Ambassador

In the presence of:

Jeanne Gapiya Niyonzima

National Association of Support for Seropositive Persons
and AIDS Patients

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

LUÍZ FELIPE DE SEIXAS CORRÊA

Ambassador

In the presence of:

Humberto Costa

Minister of Health of Brazil

